**Contribution d’André SILLAM**

**§1) Introduction, historique à la proposition *"Pensons la France d'Après !"*:**

**1)*****Libération* du 31 mars 2020**, nous indiquait :

*« Les partis, du PCF aux écolos, en passant par les insoumis et le PS, mettent tous en avant leurs valeurs historiques et veulent mobiliser largement ». Epidémie : à gauche, on imagine déjà l’après.*

*« Les gauches fouillent dans les archives pour déterrer leurs nombreuses alertes sur les crises sanitaires et l’importance de la fonction publique.*

*« Le premier secrétaire du PS,* ***Olivier Faure, réclame une* «forte impulsion budgétaire» *pour aider les ménages et soutenir la consommation.***

*« De nombreux dirigeants socialistes proposent d’organiser* ***une grande conférence nationale* «ouverte tous ceux qui se sentent partie prenant d’une telle démarche».**

*« Durant la campagne des municipales de mars 2020, Olivier Faure répétait que la gauche devait s’unir et que* ***le social et l’écologie ne pouvaient pas marcher séparément.***

***« La crise sanitaire confirme ses envies de rassemblement.*** *Il pourra s’appuyer sur le chef des communistes, Fabien Roussel : le député du Nord rêve aussi d’un nouveau modèle qui laisse de côté les libéraux.*

*« Il ne croit plus au* «discours» *du Président. Et fait le lien avec l’un de ses prédécesseurs lorsque Nicolas Sarkozy avait promis de changer les règles du jeu après la crise économique de 2008, avant de* «retomber» *dans ses travers.*

A lire aussi[Après l’épidémie, les Français rêvent d’un autre monde](https://www.liberation.fr/france/2020/03/31/apres-l-epidemie-les-francais-revent-d-un-autre-monde_1783743)

*« Les insoumis enchaînent les réunions entre députés. Ils multiplient les échanges avec les acteurs sur le terrain. Depuis 2017, à chaque fois qu’une crise se pointe, ils ressortent le programme de Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle, «l’Avenir en commun». Une sorte de bible laïque, un guide pour répondre aux défis de demain.*

*« Chaque question à sa réponse. Ou presque.* «Notre programme évolue depuis le début du quinquennat ».

« Cette crise permet une nouvelle réactualisation du programme, on renforce des piliers, *explique Adrien Quatennens*.

« Notre mission est de bâtir le monde d’après avec des valeurs, celles de l’entraide, de la solidarité et des communs.» *Ça fait déjà un point en commun avec les roses, les verts et les rouges.*

<https://www.liberation.fr/france/2020/03/31/a-gauche-on-imagine-deja-l-apres_1783746?xtor=EREC-25&actId=ebwp0YMB8s1_OGEGSsDRkNUcvuQDVN7a57ET3fWtrS_Rn5d-Tdlh9H-I5DoXm-8f&actCampaignType=CAMPAIGN_MAIL&actSource=501927>

**Conclusion du sous-§ 1) :**

Les considérations et propositions, émanant du PS, mentionnées ci-dessus, peuvent être intégrées dans la démarche : *"Pensons la France d'Après !".*

# 2) DansL’Obs *du* [*12 avril 2020 à 15h00*](https://www.nouvelobs.com/index/2020/04/12/)*, le député européen* Place publique, Raphaël Glucksmann, indique, lors d’une interview ayant pour titre avec des guillemets : *« Ce qui doit primer, ce n’est pas l’idéal européen, c’est la nécessité d’être souverain »* :

## 2.1 R. Glucksmann, appelle à « reprendre le contrôle » de nos destins et estime que la prochaine bataille est celle de la « souveraineté ».

## Critiquant les « mensonges » du gouvernement, il défend « l’écologie républicaine » comme chemin commun pour la gauche.

**2.2 *Pensez-vous, comme Jacques Delors, que la crise actuelle fait courir un*** [***« danger mortel »***](https://institutdelors.eu/derniers-passages-medias/le-manque-de-solidarite-danger-mortel-pour-leurope-selon-jacques-delors/) ***à l’Europe ?***

*« Oui. C’est la première crise aussi globale, totalisante qu’a à vivre l’Union européenne. C’est un test vital.*

*« La question qui se pose est simple : lorsque l’essentiel est en jeu, l’Union européenne nous aide-t-elle ou nous plombe-t-elle ? La réaction de l’Union européenne n’a jusque-là pas été à la hauteur.*

*« On a vu dès les premiers instants ressurgir les égoïsmes nationaux, les Tchèques volant les masques des Italiens, les Français s’emparant de ceux envoyés à l’Espagne par la Suède. Mais, au-delà, il y a une faillite, non pas de l’idée européenne en tant que telle mais du logiciel qui préside aux politiques européennes.*

[Face au coronavirus, l’Union européenne n’a pas le droit à l’erreur](https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20200401.OBS26899/face-au-coronavirus-l-union-europeenne-n-a-pas-le-droit-a-l-erreur.html)

*« Trois dogmes ont été jusque-là au cœur de l’UE :* ***l’orthodoxie budgétaire, et on voit bien qu’elle est soudainement remise au placard.***

*«****Mais la concurrence libre et non faussée dans le marché intérieur et le libre-échange absolu à l’échelle planétaire, les deux autres piliers du libéralisme européen,******ne sont pas encore battus en brèche.***

*« Ils ont fait perdre à l’Europe sa souveraineté : nous sommes incapables de produire des masques, des tests, des médicaments sur le sol européen. L’Europe est au fond le dernier continent à croire en la fable de la mondialisation heureuse. Si ça continue, elle ne survivra pas.»*

<https://www.nouvelobs.com/politique/20200412.OBS27439/raphael-glucksmann-si-l-europe-continue-a-croire-a-la-mondialisation-heureuse-elle-ne-survivra-pas.html#xtor=EPR-2->[ObsActu17h]-20200412

**Conclusion du sous-§ 2) :**

# Les considérations et propositions de Raphaël Glucksmann peuvent être intégrées dans la démarche *"Pensons la France d'Après !"* avec une réserve, en ce qui concerne le contenu du titre de *L’Obs* : *« Ce qui doit primer, ce n’est pas l’idéal européen, c’est la nécessité d’être souverain »,* le terme *« souverain »* peut avoir, aussi, une connotation anti-européenne, surtout lorsqu’on l’oppose à *« l’idéal européen ».*

En conséquence, le premier membre de phrase : *« Ce qui doit primer, ce n’est pas l’idéal européen »* **ne doit pas être repris dans les propositions du PS *« Pensons la France d’Après »*, du 15 avril 2020.**

**Conclusion du § 1 relatif à l’historique à la proposition *"Pensons la France d'Après !"*:**

Ce paragraphe introductif nous permet d’enchaîner sur les problèmes engendrés par la mondialisation que la quasi-totalité des économistes ou des politiques, considéraient, jusque-là (comme « *heureuse »*, ainsi que le rappelle, à juste titre, Raphaël Glucksmann), comme inéluctable, comme un fait acquis, contre lequel il n’était pas possible de lutter, en raison d’une **concurrence internationale exacerbée** et du souci **d’avoir des prix bas pour les consommateurs des pays acheteurs**.

**§ 2** **En ce qui concerne la mondialisation :**

**La mondialisation a montré ses limites** durant l'épidémie de coronavirus, toujours en cours (masques, gants, tests de dépistage du virus, écouvillons, réactifs, curare, gel hydroalcoolique,...).

**L’important n’était donc pas d’obtenir des prix bas mais de recevoir du matériel de toute urgence**, avec des ponts aériens par des avions cargos géants atterrissant à l’aéroport de Vatry (Marne), d'où la nécessité :

**1.** - **d'avoir une souveraineté (**au niveau européen), une autonomie, sur des produits, notamment, de santé, même si le domaine de la santé ne relève pas du niveau de l’UE mais correspond à une compétence nationale, en raison du principe de subsidiarité qui veut que les domaines bien traités au niveau national n’ont pas vocation à être traités à un niveau supra-national ;

**2.** - **de relocaliser** une partie des activités sous-traitées à l'étranger, par exemple :

\* dans **le domaine agricole**, la tomate en conserve, qui est maîtrisée, sur le territoire français, par la Chine,

\* **dans le domaine médical** : médicaments, spécialités, masques, gants, réactifs, curare, …

\* **dans le domaine électronique**, informatique, intelligence artificielle, téléphonique (5 G),

**3.** - **de ne pas continuer le programme intitulé *"la route de la soie"*** qui consiste :

**3.1 . à envoyer** des **matières premières** en Asie (en particulier, en Chine), et,

**3.2** **.** **à recevoir**, en retour, avec un décalage dans le temps, **des produits finis** (le plus souvent, par containers venus du port de Shanghai, pour les produits du type vêtement, chaussures, ceintures,…) ;

**4.** **d'accepter** de payer un produit, tel qu'un vêtement ou des chaussures, plus cher (et **ne pas "bénéficier" de produits bon marché, liés à des pays à faible coût de main d’œuvre, à moindre législation fiscale, sociale, environnementale ou d’entreprises non qualifiées**).

**Conclusion du § 2 :**

Sans les orientations précitées, nous risquerions de tomber dans les travers mentionnés, ci-après, qui n’émanent pas des « *déclinistes »,* (critiqués, à juste titre, en 2018, notamment, pour leurs hypothèses pessimistes ou l’amoncellement de phénomènes négatifs), mais des réalistes, voire des visionnaires :

- Serions-nous ***« devenus le nouveau Tiers Monde ? »***, comme l’indiquait, au Point, le philosophe Michel Onfray, dès la mi-mars 2020, lorsqu’on attendait la livraison de matériel médical (masques, gants, réactifs pour les tests de dépistage,…) devant venir de Shanghai ?

- Assisterions-nous à **un *« Déclin de l’Occident : dernier arrêt avant le terminus ? »*** comme l’écrit Franz-Olivier Giesbert, dans Le Point du 19 avril 2020 ?

*-* ***« Le désastre sanitaire actuel met en lumière la crise qui ronge notre continent, en voie de tiers-mondialisation »****,* ajoute, sous une forme affirmative cette fois (et non interrogative) l’éditorialiste du Point.

**Cf.**

**- Annexe A, en fin de commentaire,**

relative à un commentaire (**écrit en 2011**, partiellement d’actualité), évoquant **la nécessité de maintenir la Zone Euro**, ensemble qui fédère l’Europe et permet, **par sa stabilité et sa taille économique un marché de près de 500 millions de consommateurs, de répondre, actuellement, en 2020, aux conséquences économiques et monétaires** de l’épidémie du coronavirus par ce qu’on appelle, par un raccourci, les *« Corona bonds »,* entre autres ou la fin de certaines règles financières Européennes (taux d’endettement inférieur à 3 %, par exemple, très largement dépassé au 20 avril 2020).

**- Annexe B, en fin de commentaire,**

relative à un commentaire toujours d’actualité (écrit dans un Blog du Nouvel Obs, le 26 juillet 2015),relatif aux dangers de la mondialisation et **aux nécessités d’une inflexion sensible.**

**§ 3** **En ce qui concerne les règles commerciales nationales, européennes ou internationales :**

Il importe :

**1.** **de ne pas passer des contrats** avec des pays qui font du ***"dumping social"*** ou **promettant des délais impossibles à tenir**, en vue d'obtenir le marché,

**2.** **de ne pas accepter de passer un marché** avec une entreprise qui fait état d'un nombre important d'**accidents du travail** (entre autres au Qatar, lors de grands travaux),

**3.** de ne pas accepter de passer un marché avec une entreprise dont **les prix sont bradés**, au départ (nettement en-dessous du prix estimé par les Services spécialisés de l'entreprise cherchant une prestation), en vue d'obtenir le marché dans un 1er temps puis de décrocher **un avenant ultérieur** pour majorer le prix de départ,

**4.** **de se conformer** à la réglementation de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce),

**5. de traiter avec des entreprises qualifiées, à différents niveaux,** avec, par exemple, des normes HQE (Haute Qualité Environnementale), afin de ne pas se trouver face à une entreprise, sélectionnée pour un marché donné, mais ne parvenant pas à réaliser la prestation en respectant le cahier des charges (normes d’environnement, de sécurité, de développement durable, de délai, de qualité…),

**6.** **de tenter** de se rapprocher des **contrats-types prévus par la Directive Européenne**, au sein de l'Union Européenne, pour les marchés atteignant un montant conséquent en €.

**§ 4) En ce qui concerne le système hospitalier et les EHPAD :**

La crise sanitaire, consécutive au coronavirus, a montré le rôle irremplaçable de l’Etat, du service public hospitalier et du Personnel de ces Etablissements.

Il est nécessaire de récompenser, de valoriser et de gratifier à leur juste valeur les acteurs de cette crise (qui n’est pas finie), comme ont pu l’être des combattants pour la France.

1. **Revalorisation des salaires** du Personnel soignant, compte tenu :

**.** des **responsabilités** vis-à-vis des malades, et,

. de **la prise de risques** de contagion (épidémies) ou de contamination (virus : SIDA, Zika, Dengue,…) ;

1. Permettre **un déroulement de carrière** plus rapide et des étapes plus nombreuses, entre l’entrée dans le métier et la retraite ;
2. Augmentation des **effectifs** à tous niveaux ;
3. Accroissement des **moyens d’action** (lits, matériels,…) ;
4. **Suppression des gardes** **de nuit**, qui perturbent les médecins de permanence, aux urgences, alors qu’ils peuvent être confrontés à des accidents ou ladies diverses ;
5. **Individualisation des chambres** et compartimentages dans les salles communes dans les EHPAD ;
6. Favoriser le maintien à domicile avec des aide-ménagères et des visites régulières de médecins
7. **Création d’une 4è branche de la Sécurité Sociale relative à la dépendance**, en utilisant les fonds relatifs au Remboursement de la Dette (CADES) (dans lequel le Gouvernement vient de puiser, en partie, début avril 2020).
8. Une telle création du risque dépendance, liée à l’allongement de la durée de la vie et de la maladie d’Alzheimer permettra de **faire face au développement de cette maladie et d’être solidaires avec les aîné(e)s.**

**§ 5) En ce qui concerne la consommation ou la production :** **l’auto-suffisance et sécurité alimentaires** (sans être pour l’autarcie), **les circuits-courts d’alimentation, les fruits et légumes de saison,** sont plébiscités, dans différents sondages(IPSOS pour France 2, du 16 avril 2020) :

# 1) On ajoutera à cette liste établie par Ipsos :

# - l’intérêt d’une transition vers le Bio, et,

# - une moindre importation de protéines (les 2/3 actuellement, selon Emmanuel Faber, un des responsables de l’entreprise Danone, le 16 avril 2020 sur France 2).

# 2) Le jour d’après, *« Les Français se tournent de plus en plus vers les circuits alimentaires courts »* ; on citera, les exemples ou commentaires suivants :

## 2.1 « Le confinement constitue une occasion pour changer l’actuel modèle d’alimentation que pratiquent les consommateurs dans l’Hexagone et pour leur permettre de reprendre le contrôle de leur assiette, estime le professeur de stratégie en entreprise Xavier Hollandts, dans une tribune au « Monde » : [Tribune](https://www.lemonde.fr/idees-tribunes/) [Xavier Hollandts, Professeur de stratégie et entrepreneuriat à Kedge Business School](https://www.lemonde.fr/signataires/xavier-hollandts/)

**2.2** *« Sur ce point, la situation actuelle, du fait de la combinaison des contraintes, conduit de plus en plus de Français à* ***s’approvisionner en circuits alimentaires courts****. Cette situation de confinement, surtout si elle est appelée à durer, peut, à terme, inaugurer* ***un changement majeur dans les habitudes de consommation et d’approvisionnement*** *en denrées alimentaires ».*

[Ludivine Bantigny : « Le thème des “communs” apparaît central dans les réflexions sur le monde d’après »](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/16/ludivine-bantigny-le-theme-des-communs-apparait-central-dans-les-reflexions-sur-le-monde-d-apres_6036746_3232.html)

**2.3** De même : *« Pourquoi aller chercher plus loin, dans* ***un magasin anonyme****, un produit à la* ***provenance lointaine*** *quand on peut obtenir* ***un produit local, souvent de qualité*** *et pour un prix proche ? »*

[https://www.lemonde.fr/idees/article/**2020/04/17**/le-jour-d-apres-les-francais-se-tournent-de-plus-en-plus-vers-les-circuits-alimentaires-courts\_6036925\_3232.html?xtor=EPR-32280629-[a-la-une]-20200418-[zone\_edito\_2\_titre\_11](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/17/le-jour-d-apres-les-francais-se-tournent-de-plus-en-plus-vers-les-circuits-alimentaires-courts_6036925_3232.html?xtor=EPR-32280629-%5ba-la-une%5d-20200418-%5bzone_edito_2_titre_11)]

**Conclusion du sous-§ 1 :**

**Les conséquences de circuits courts, de l’achat de produits locaux sont bénéfiques :**

- sur un plan économique, du point de vue des employeurs, comme des employés agricoles,

- sur un plan écologique (moins de coût de transport ou de pollution).

**2)** **Conséquence du confinement, « *Les agriculteurs français sont en manque de main d’œuvre » :***

*« La fermeture des frontières met en difficulté de nombreuses exploitations, habituées à faire travailler des ouvriers venus d’Afrique du nord ou d’Europe de l’est.*

*« C’est dans cette optique que le gouvernement et la FNSEA, principal syndicat agricole, ont lancé* [*l’opération "Des bras pour ton assiette"*](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/plateforme-des-bras-pour-ton-assiette-pour-aider-les-agriculteurs-240000-inscrits-et-5000personnes-au-travail-selon-la-fnsea_3908591.html)*, afin que* ***des Français qui ne peuvent travailler à cause du confinement viennent dans les champs.***

# <https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement-j-etais-enferme-chez-moi-depuis-un-mois-et-demi-j-ai-un-peu-saute-sur-l-opportunite-quand-des-citadins-viennent-travailler-dans-les-vergers_3921459.html#xtor=EPR-2-[newsletterquotidienne]-20200418-[lestitres-coldroite/titre4>]

**Conclusion du sous-§ 2 :**

La conséquence à retenir pour la suite, c’est que **les employeurs du domaine agricole pourraient se tourner, à l’avenir, davantage vers des travailleurs français, ce qui n’est pas forcément négatif pour l’emploi.**

**Conclusion du § 5 :**

**a)** Les conséquences précitées sont **globalement bénéfiques**, tant au **plan économique qu’écologique.**

**b)** Toutefois, on pourrait craindre **un éventuel effet pervers d’un retour exclusif vers le local, *le « made in France »* (au sens large du terme).**

Dans le journal *Sud-Ouest* du 16 avril 2020, *« Le politologue Jean-Yves Camus confirme « le retour des frontières dans le débat public »*

*« Face à la crise sanitaire,* ***les notions de frontière, de souveraineté trouvent une nouvelle vigueur,*** *selon le politologue, Jean-Yves Camus.*

*« Jean-Yves Camus dirige* [*l’observatoire des radicalités politiques*](https://jean-jaures.org/observatoires/observatoire-des-radicalites-politiques) *à la fondation Jean-Jaurès. Il est l’auteur, entre autres ouvrages, de « Les droites extrêmes en Europe », écrit avec Nicolas Lebourg.  
  
« Face à la pandémie de Covid-19, on entend de plus en plus, dans le débat public, le mot « frontières ».*

[https://www.sudouest.fr/**2020/04/16**/le-retour-des-frontieres-dans-le-debat-public-7417273-10142.php](https://www.sudouest.fr/politique/)

**§ 6) En ce qui concerne le domaine de l’écologie ou de secteurs voisins :**

**1)** Dans *Le Point* du 18 avril 2020, Pascal Canfin (ancien Secrétaire d’Etat à l’Ecologie de François Hollande) a indiqué que ***« le Green Deal  sera le cœur de notre réponse économique ».***

Après la crise sanitaire du coronavirus, il propose **un plan de relance écologique**, en sa qualité de Président de la Commission Environnement du Parlement Européen de Strasbourg.

**2)** On notera qu’Ursula Van Der Leyen, la Présidente de la Commission Européenne, a abondé dans le sens de Pascal Canfin, en adoptant l’idée de ***« Green Deal Européen»***lors de l’émission Européenne de France 2, intitulée *« Et après, la grande émission des Européens »* diffusée le 16 avril 2020 sur France 2.

**La Présidente de la Commission Européenne a même proposé un *« Plan Marshall* » pour les deux ans à venir, auquel on doit s’intéresser.**

**3)** L’une des membres de ***« la Convention Citoyenne pour le climat »*** de 150 membre afait part, le 16 avril 2020, sur France 2, d’une proposition d’interdiction des 4/4 et des SUV (**non encore validée** par cette Convention, qui émettra une cinquantaine de propositions, d’ici l’automne 2020, au Gouvernement), afin de générer moins de gaz à effet de serre, **proposition à laquelle il est possible de souscrire dans l’intérêt général.**

**4)** Les thèmes suivants ne devront pas être oubliés, lorsque la crise sanitaire sera en voie certaine de diminution :

- **la lutte contre le réchauffement climatique** :

. diminution des gaz à effet de serre,

. développement des énergies renouvelables,

. limitation des voyages en avion pour limiter *« l’empreinte carbone »*, en vue d’une réduction : de la hausse du niveau de la mer, de la fonte des glaciers ou des calottes glaciaires,

- **la biodiversité**, qui permet la chaîne des espèces (insectes, oiseaux ; abeilles, pollinisation…),

- **l’économie circulaire** avec les éléments situés à proximité, des producteurs et des consommateurs,

- la création de projets locaux avec **des emplois non délocalisables** (isolation thermique, pour éviter les « passoires thermiques », expression employée, le 16 avril 2020 sur France 2, par Christophe Robert, à la tête de la Fondation de l’Abbé Pierre), idée à laquelle on peut souscrire,

**- *une redistribution d’une partie du revenu, en direction des plus défavorisés***, prônée, entre autres par la française Esther Duflo, Prix Nobel d’Economie en 2019 (France 2, le 16 avril 2020), avec laquelle le PS ne peut être que d’accord (ou **un rétablissement de l’ISF sur les valeurs mobilières dont l’efficacité doit être examinée à l’automne 2020**)**;**

**§ 7) En ce qui concerne *« la social- démocratie »* comme modèle politique :**

La chute de « *la social-démocratie »*, évoquée, notamment, par la Tribune du *Monde* du jeudi 14 novembre 2019, provient, possiblement, des causes suivantes :

**1)** - **la chute des PC** (depuis la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989) a privé les PS ou les Partis Sociaux-Démocrates, d'une masse suffisante pour approcher de la majorité,

**2)** - **le développement des mouvements Ecologiques**, notamment, en Allemagne et en France, (à partir de la **Présidentielle d'avril 1995**, notamment), a diminué, encore plus, la possibilité d'approcher d'une masse critique, qui avait permis *"la gauche plurielle"* en France avec l'arrivée de Lionel Jospin, le 1er juin 1997 à Matignon,

**3)** - **une partie d'électeurs populaires des PC ont pu se tourner vers des Partis d'Extrême-droite** (FN, devenu RN, en France), "la ceinture rouge (essentiellement, proche du PCF) de Paris" a pu, à la faveur d’un départ de classes moyennes, se transformer, peu à peu, en "ceinture FN", notamment, à partir de juin 2002 (à l’exception de quelques bastions, comme Argenteuil, Montreuil, La Courneuve, Aubervilliers,…,

**4)** - l'arrivée de migrants (en août 2015, du fait du conflit en Syrie), notamment, en Allemagne, en Hongrie, en Autriche ou en Italie (en dernier lieu), a entraîné :

. **une poussée des différents Partis d'Extrême-droite lors des élections Législatives** dans ces pays (pas en France, où le thème du RN ne pouvait accrocher car l'accueil a été très limité),

. une **diminution corrélative d'électeurs des Partis d’Extrême-Gauche ou de Partis sociaux-démocrates** des pays précités,

**5)** - **l'absence d'unité entre les mouvements de Gauche ou Ecologiques**, à différentes élections, a empêché une alternance dans plusieurs pays d'Europe : ***"la gauche plurielle"*** de L. Jospin du 31 mai 1997, peut difficilement se reformer,

**6)** - **fin avril 2017**, l'ego surdimensionné du leader de *LFI*, Jean-Luc Mélenchon (avant la Présidentielle de mai 2017), qui voulait être le candidat d'une liste de Gauche au 1er tour, en avril 2017, alors qu'il avait pourtant **une position excentrée**, par rapport à celle du PS,

- le virage très à gauche de *LFI* (notamment, au niveau de la politique étrangère, avec Hugo Chavez, à l'époque), et,

- un rapport de force, favorable à ce dernier Parti (par rapport au PS, avant et après la Présidentielle 2017),

ont **privé** une gauche social-démocrate et écologiste de Yannick Jadot (qui s'était ralliée au PS, avant le 1er tour de la Présidentielle, permettant, ainsi à Benoît Hamon, de dépasser la barre de 5 %, nécessaire pour obtenir le remboursement des frais de campagne),

**de réaliser une union, avant le 1er tour de la Présidentielle d'avril 2017,**

**7)** - l'addition **théorique** (car il y aurait eu, dans l'hypothèse d'une unité, entre *LFI* et le *PS*, **une déperdition certaine de voix**, suivant le candidat retenu pour se présenter) des scores au 1er tour de la Présidentielle d'avril 2017 :

. de J-L Mélenchon (19,8 % environ), et,

. de B. Hamon (6,36 %), y compris des électeurs d'EELV (avec le ralliement de Y. Jadot, au bout d'un mois de tractations interminables, en février 2017),

aurait pu donner un score **théorique**, situé entre 24 et 26 %, soit au-dessus du score de Marine Le Pen, E. Macron ayant, quant à lui, obtenu 24,5 %, environ,

**8)** - **le 7 mai 2017**, l'arrivée de candidats Centristes (comme E. Macron, en France) attire une partie de l'électorat traditionnel de la Social-Démocratie, du Centre (Modem de F. Bayrou) et de la Droite modérée et Européenne du Parti *"Les Républicains",*

**9)** - des enquêtes d'opinion ont montré que **60 % des électeurs de François Hollande du 1er tour de la Présidentielle 2012** ont voté pour E. Macron, dès le 1er tour à la Présidentielle en avril 2017, d'où un score de 6,36 % pour le candidat du PS, Benoît Hamon.

**10)** - **avant le 26 mai 2019** (date des élections Européennes) :

. les bons sondages d'EELV de Yannick Jadot, et,

. le système, avantageux (pour les formations d'un certain poids), de **la proportionnelle au niveau national** (aux Européennes du 26 mai 2019), soutenu par *LREM*,

ont minoré la représentation de l'alliance PS-Place Publique (et accessoirement de *LFI*),

**11)** - le Parti *LREM* d'E. Macron qui prend sur sa gauche et sur sa Droite :

. à la Présidentielle 2017, aux Législatives de juin 2017, et,

. dans une moindre mesure aux Européennes du 26 mai 2019,

**perturbe le clivage Gauche-Droite** qui fonctionnait bien, notamment, dans les élections à deux tours.

**12)** - Le vote **utile** qui s'est produit à gauche, en avril 2017, **dans l'électorat de Gauche et écologiste :**

- entre B. Hamon, candidat du PS et d'EELV, et,

- J-L Mélenchon, candidat de LFI et du PC, mieux placé dans les sondages, au fur et à mesure que l'on approchait du 1er tour d'avril 2017,

a entraîné un affaiblissement du candidat PS-EELV (indépendamment d'un autre vote utile destiné, pour certains électeurs de Centre-gauche, de ne pas avoir à choisir, lors du 2è tour, entre Marine Le Pen et François Fillon).

**Conclusion du § 7** :

**a)** Ces quelques remarques valent, surtout, pour des élections **nationales** à deux tours (Présidentielle ou Législatives, davantage politiques).

**b)** Il en va différemment, pour les **élections Municipales** (ou Départementales)pour lesquelles :

- l'appartenance à un Parti, quel qu'il soit, peut même constituer un handicap,

- le mode de scrutin majoritaire à deux tours amène le candidat à être en contact

 avec les habitants, Associations,

- la personnalité du candidat, compte davantage, en raison, également du périmètre moins étendu à administrer (surtout pour les Municipales).

**c)** Les Maires sortants (dont le PS qui en compte le plus) qui n'ont pas démérité dans leur action locale devraient être reconduits, selon des enquêtes d'opinion (environ 80 % des sortants).

**d)** Le rejet de Partis ou une certaine désaffection de la social-démocratie, évoquée dans cet article du *Monde*, ne devrait donc pas beaucoup jouer, les 15 et 22 mars 2020.

**e)** Voilà quelques-unes des raisons qui pourraient expliquer la moindre attractivité de Partis se réclamant de la social-démocratie (qui se porte, toutefois, assez bien dans des pays scandinaves).

**f)** En ce qui concerne **la refondation du PS**, il est nécessaire d’attirer l'attention sur **le risque d'un développement de l'individualisme** dans les années à venir, et ce qui pourrait éviter ou retarder ce phénomène :

f 1) **- individualisme** dans le domaine de la retraite, avec le risque d'un développement de la retraite par capitalisation, au détriment de **la retraite par répartition, qu'il faut conforter, par une solidarité générationnelle**,

f 2) **- individualisme** dans le domaine de la santé, avec le risque d'un développement d'une médecine à deux vitesses (cliniques privées par rapport à l'hôpital public), au détriment d'**une médecine pour tous, qu'il faut préserver**,

f 3) **- individualisme** dans le domaine du logement et du quartier d'habitation, avec le risque du développement *"d'une ségrégation géographique"* dont a parlé un ancien Premier Ministre, **d'une société à deux vitesses, qu'il faut éviter :**

**. par une rénovation de l'urbanisme** (ANRU, Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine),

. par une mixité sociale,

. par une modification des périmètres scolaires,

. par une péréquation fiscale,

. par une lutte contre l'échec scolaire,...

f 4) Ce n'est qu'à travers **la solidarité**, notamment, dans ces trois domaines (**générationnel, santé ou urbanisme**) que la France pourra **éviter un développement vers l'individualisme**.

# § 8 Comment combattre les idées du Rassemblement National ?

Le 9 décembre 2015 à 15h24 (**texte toujours d’actualité, au 20 avril 2020**, dans les idées émises, tant en ce qui concerne les actions de terrain, que pour les actions auprès des électeurs.

# [Extrême-droite : comment lutter contre les idées d'Extrême-droite, au niveau du terrain et au niveau des idées ?](http://andre-sillam.blogs.nouvelobs.com/archive/2015/12/09/fn-comment-combattre-les-idees-de-ce-parti-575229.html)

Comment lutter contre les idées d'Extrême-droite, au niveau du terrain et au niveau des idées ?

**A. En ce qui concerne les actions sur le terrain :**

1. En essayant de comprendre son ancrage local, y compris dans des Régions sans problème catégoriel,
2. En s’adressant au peuple, **pour écouter et répondre aux problèmes du quotidien constatés à la base** (comme évoqué par Laurent Joffrin dans *Libération*, du début décembre 2015),
3. En améliorant **l’intégration dans les banlieues** (lutter contre "l'apartheid spatial, social, ethnique"), évoqué par Manuel Valls dans ses vœux du 15 janvier 2015,
4. En améliorant **la sécurité**, notamment, **dans les transports en commun, faute de quoi, ils ne constitueront pas une alternative au transport individuel**,
5. En développant **la péréquation fiscale et la solidarité entre Régions riches et régions pauvres,**
6. En développant **la mixité sociale**, par une construction "à échelle humaine" (pas de tour), **non enclavée**, **ouverte sur les zones commerciales ou le tertiaire**,
7. En proposant des **cours de soutien scolaire**, des cours d'**apprentissage**, des classes adaptées, **aux jeunes déscolarisés**,
8. En développant **le sport** à l'école ou à d'autres niveaux (école multisport), activité de nature à scolariser ou **à motiver beaucoup de jeunes, en échec scolaire**,
9. En concentrant le développement de l’habitat et des commerces, **autour des villes moyennes, pour économiser l’espace et rentabiliser les transports en commun existants,** comme évoqué dans certains documents d’urbanisme,
10. En **redessinant la carte scolaire** (entre habitat pavillonnaire et immeubles HLM), **pour éviter la ghettoïsation**.

B. **En ce qui concerne les actions auprès des électeurs :**

1. En **démontant le programme économique** de l'Extrême-droite, pour les différentes couches sociales (commerçants, agriculteurs,…),
2. En **diabolisant ses thèmes**, notamment**, l’Europe ou l’Euro**,
3. En tentant de montrer à ses électeurs occasionnels, égarés, en colère, souvent issus des milieux populaires ou de la jeunesse, que **l'Extrême-droite surfe sur des problèmes et n’apporte pas de solution,**
4. En montrant que la laïcité, dont on a célébré, le 9 décembre 2015 (journée de la laïcité), les 110 ans du vote de la Loi de séparation des Eglises et de l’Etat, est un acquis des Gouvernements Radicaux-socialistes,
5. En attirant l’attention des habitants sur le fait que *« le vivre ensemble »* est le moyen de **conforter le tissu social**, par un **développement du rôle des Associations et de la Culture, au niveau intercommunal** (métropoles d'équilibre au 1er janvier 2016), notamment,
6. En montrant que les solutions proposées par l'Extrême-droite ne sont pas réalistes (sortie de l’Euro) ou pas réalisables (préférence nationale, voire discriminatoire),
7. En relativisant son score (sans le minimiser) : le 6 décembre 2015, aux élections régionales, l'Extrême-droite obtient environ 6,5 millions de voix, en France métropolitaine, soit **100.000 voix de plus seulement**, que lors de son record à la présidentielle 2012 (6,4 millions de voix au premier tour, pour Marine Le Pen) avec un peu plus d'électeurs inscrits, le 6 décembre 2015.

C. Au total, l’action sur le terrain et l’action auprès des électeurs, permettront de résoudre les problèmes auxquels la France est confrontée (sur lesquels surfe l'Extrême-droite), au sein d’une **Europe protectrice**, pas seulement pour les agriculteurs.

**Conclusion générale :**

# Quinze raisons de croire en l’avenir de la Social-Démocratie :

# La crise sanitaire liée au coronavirus a montré l’intérêt et le souhait d’un Etat fort, capable de s’imposer à des intérêts privés dans le domaine hospitalier et à défendre l’intérêt national, il y a une place et un avenir pour le PS, dans l'échiquier politique de Gauche, pour les raisons suivantes :

# : 1) - parce que, le PS dispose de la masse critique (contrairement, par exemple, à Génération.s de Benoît Hamon, même avec le MJS) pour être visible auprès des électeurs, notamment, par son implantation locale (Conseillers Municipaux, Départementaux ou Régionaux),

# 2) - parce que, des élections très personnalisées, sont à mêmes, de donner une *"prime au sortant"*, à commencer par les Municipales de 2020 ;

# 3) - parce que, la gauche de Gouvernement, intègre l'Ecologie, dans une vision globale de la société ;

# 4) - parce que, Les Verts ont une vision parcellairede la société ;

# 5) - parce qu'une partie de l'électorat de François Hollande d'avril 2012 qui a voté à 60 % pour E. Macron, dès le 1er tour, le 23 avril 2017, pourrait revenir vers le PS, en raison de mesures impopulaires comme la hausse de 1,7 % de la CSG, pour les retraités percevant plus de 2000 € de pension en 2019 (sans la baisse de cotisations sociales et de chômage dont ont bénéficié les actifs en 2018) ;

# 6) - parce que, le virage à droite, opéré depuis le Budget 2018, par E. Macron, avec près de 4 milliards d'€ d'ISF supprimés va éloigner, des contribuables de la classe moyenne, qui ne disposent pas d'un patrimoine de valeurs mobilières ;

# 7) - parce que, ce virage à droite de la majorité actuelle (malgré des concessions, faites le 10 décembre 2018) contribue à créer un espace politique entre *LREM* et *La France Insoumise* ;

# 8) - parce qu'on retrouve la fameuse théorie des *"deux gauches irréconciliables"* (entre le PS et *"La France Insoumise"*), exprimée par Manuel Valls, à Evry, en 2017 ;

# 9) - parce que, ce qui sépare les deux gauches *"irréconciliables"*, c'est le sens des responsabilités du PS et le refus du système et de l'engagement de *LFI* ;

# 10) - parce que, la social-démocratie, entre E. Macron et Jean-Luc Mélenchon, incarnée par Olivier Faure, a donc, sa carte à jouer ;

# 11) - parce que, le PS peut, donc, se maintenir dans l'échiquier politique et revenir à son niveau, d'avant le 1er tour de la Présidentielle d'avril 2017, après la démonstration d’unité donnée au Congrès d'Aubervilliers (Seine Saint-Denis) des 7 et 8 avril 2018 ;

# 12) - parce qu'on peut, également, progresser (comme au tennis) grâce aux fautes des adversaires de l’Extrême-Gauche comme de Droite ou de l’Extrême-droite;

# 13) - parce que, dans la plupart des démocraties, il existe et se maintient, à des niveaux variables : - d'une part, un Parti Conservateur, Républicain, Libéral, de Droite, et,

# - d'autre part, un Parti Progressiste, au niveau des moeurs (PMA, par exemple) et économique (redistribution, partage du travail), représentant la social-démocratie (le PS, en France, légèrement au-dessus de 5 %, au 22 décembre 2018) ;

# 14) - parce que, le PS peut, donc, se maintenir dans l'échiquier politique et revenir à son niveau, d'avant le 1er tour de la Présidentielle d'avril 2017 ;

# 15) - parce qu'il suffit de regarder, une vingtaine d'années en arrière, pour se rappeler que peu d'observateurs avaient prévu que (suite à la dissolution de J. Chirac d'avril 1997), Lionel Jospin deviendrait Premier Ministre de cohabitation, le 1er juin 1997, malgré l'échec cuisant des Législatives de mars 1993 où le PS s'était retrouvé avec 57 Députés (contre environ 300, auparavant).

**Annexe A :**

**En avril 2020, on constate que l’existence de la Zone Euro, permet :**

**- de fédérer l’Europe, par sa stabilité et sa taille économique et,**

**- de répondre, actuellement, aux conséquences économiques et monétaires de l’épidémie du coronavirus par ce qu’on appelle, familièrement,** l**es *« Corona bonds ».***

**Sur un plan historique récent, fin 2011, on a pu constater qu’une éventuelle disparition de l’€uro aurait profité au dollar et au Yuan chinois.**

**Rappel de la situation fin 2011**, peu après la crise financière des « *subprimes* » du 15 septembre 2008, en Europe, venue des Etats-Unis, fin 2007 :

- A qui profiterait une éventuelle disparition de l'Euro, telle est la question que je me pose après entendu des économistes, banquiers, politiques, évoquer cette possibilité, en cette fin d'année 2011 ?

Alors que l'Euro est à un cours supérieur à celui du dollar (au moment de sa création), que la livre sterling faiblit, que le Yen et le Yuan sont sous-évalués, la disparition de l'Euro n'est-elle pas évoquée avec des arrière-pensées ?

- La disparition de l'Euro ne profiterait-elle pas : à la Livre anglaise (la Grande-Bretagne n'étant pas membre de la Zone Euro) ? Au dollar, l'économie américaine restant la 1ère économie du monde, selon des statistiques du 27 décembre 20011 ? Au Yen Japonais qui se place en 4è position des puissances économiques ? Au Yuan Chinois qui est sous-évalué pour permettre de doper les exportations chinoises, dont le pays se hisse 2è dans le monde ?  
  
Il ne s'agit pas ici de désigner les responsables d'une éventuelle disparition de l'Euro mais **d'envisager les possibles conséquences d'une éventuelle chute sur les autres monnaies et sur les économies.**

**§ 1. La chute de l'Euro aurait des conséquences au niveau des économies européennes :**

Les conséquences d'une chute de l'Euro seraient de plusieurs ordres :

- **économique :** création de l'ex-monnaie nationale, rétablissement des commissions de change, nécessité de libeller les contrats dans une autre devise, conversion des réserves d'Euros dans l'ex-monnaie nationale ou dans une monnaie de référence (ECU, par exemple, qui a précédé l'Euro), rétrécissement du marché unique Européen ;

- **politique :** la Zone Euro ne pourrait plus parler d'une seule voix, ni se lancer dans une gouvernance Européenne, comme celle envisagée par le Traité prévu en mars 2012 ;

- **international :** l'Europe ne pèserait plus du même poids car elle serait divisée entre les Allemands qui se tourneraient vers l'Est, les Anglais vers les Américains, ce qui isolerait la France ;

**§ 2. La chute de l'Euro ferait émerger, de facto, une autre monnaie qui dominerait les échanges mondiaux par ses exportations et ses prêts, à savoir le Yuan :**

La Chine ne serait-elle pas la grande bénéficiaire d'une chute de l'Euro (et d'une moindre utilisation du dollar), quand on voit, selon, entre autres, Le Monde du 29 décembre 2011 :

- que le 25 décembre 2011, la Chine a signé avec le Japon un pacte prévoyant l'utilisation directe du Yuan et du Yen, afin de "réduire le risque de change et les coûts de transaction",

- que cette étape est la dernière d'une "série progressive de signes montrant que Pékin est déterminé à [*développer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=d%C3%A9velopper) un jour le yuan en tant que monnaie de réserve alternative viable", note [Donna Kwok](http://www.lemonde.fr/sujet/b977/donna-kwok.html), économiste de la HSBC,

- que le Japon s'est engagé au même moment à [investir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=investir) jusqu'à 10 milliards de dollars (7,7 milliards d'euros) de ses réserves dans le yuan ;

- que, c'est un coup de pouce au statut du yuan comme monnaie de réserve, le Japon étant le premier Etat du G8 à [effectuer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=effectuer) un placement dans des bons en yuans ;

- que La Chine va [*poursuivre*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=poursuivre) le processus d'internationalisation du yuan en 2012 malgré les incertitudes à l'international",

- que le 28 décembre 2011, Pékin a reçu une demande du Soudan afin d'utiliser leurs monnaies respectives dans leurs échanges,

- que le 28 décembre 2011, le Gouverneur de la Banque Centrale Soudanaise a déclaré à l'AFP : si les Chinois l'acceptent, "nous pourrions abandonner le dollar",

- que, depuis 2009, la Chine a déjà signé des accords de "swap", (c'est-à-dire de compensation directe), avec de multiples banques centrales, surtout en Asie, mais aussi avec l'Argentine ou la Nouvelle-Zélande,

- qu'en décembre 2011, de tels accords ont été conclus avec le Pakistan et la Thaïlande, permettant à leurs commerçants d'[obtenir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=obtenir) des yuans pour leurs transactions,

- que, pour Pékin, il est important de [contribuer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=contribuer) à l'émergence d'une monnaie de réserve alternative pour [briser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/search?verb=briser) l'exposition aux politiques monétaires américaines,

- que [Pékin a bien profité de son adhésion à l'OMC](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2011/12/09/pekin-a-bien-profite-de-son-adhesion-a-l-omc_1616063_3234.html#ens_id=1587226),

- que [Les Etats-Unis demandent à la Chine et au Japon de cesser d'affaiblir leur monnaie](http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2011/12/28/les-etats-unis-demandent-a-la-chine-et-au-japon-de-cesser-d-affaiblir-leur-monnaie_1623238_3216.html#ens_id=1587226),

- que la Chine a racheté une partie de la dette Portugaise, début 2011 (avec l'accord de l'Union Européenne),  
- que la Chine a acheté, début 2011, une partie du port du Pirée à Athènes (également, avec l'accord de l'UE) avec application de la Législation du travail Chinoise.

**3. La Zone Euro doit réagir face au risque international :**

**3.1 Le risque international :**

On le voit, la mondialisation de l'économie, l'acceptation de productions à faible coût de main d'œuvre et à faible législation sociale, a conduit les pays dits développés, à bénéficier de prix intéressants pour les consommateurs mais coûteux en termes d'emplois.

Le commerce international s'est trouvé déséquilibré, d'autant que le Yuan Chinois était sous-évalué, ce qui a facilité les exportations de la Chine et désavantagé les économies occidentales.

La puissance commerciale chinoise fait de sa monnaie l'instrument d'échange entre les pays avec lesquels elle commerce, au détriment du dollar et de l'Euro.

La détention, de Bons du Trésor américain libellés en dollars et de réserves en Euros, font que la Chine n'est pas tout à fait prête à faire de sa monnaie une monnaie internationale.

Mais une disparition de l'Euro ferait, de fait, du Yuan chinois une deuxième monnaie internationale, à côté du dollar.

**3.2 La Zone Euro doit réagir :**

C'est la raison pour laquelle, les Européens de la Zone Euro ont tout intérêt à défendre cet instrument de stabilité, d'échanges économiques sur un grand marché, d'une certaine croissance, qu'est l'Euro.

Il importe de préparer un nouveau Traité de la Zone Euro, en mars 2012, qui actera une volonté de gouvernance économique qui ne peut se faire sans une certaine délégation de souveraineté.

Les Etats-Unis d'Europe, imaginés par Victor Hugo, ne peuvent se faire sans une mise en commun au niveau économique et monétaire.

Le cours actuel de l'Euro, en cette fin d'année 2011, montre bien qu'il est demandé et que ce n'est pas lui, ni les économies qui l'utilisent qui posent problème, mais **plutôt les pays éventuellement candidats à son remplacement.**

**Annexe B)**: **Réguler la mondialisation par des contrats économiques adaptés** (26 juillet 2015), texte toujours d’actualité au 19 avril 2020 :

26 juillet 2010

[REGULER LA MONDIALISATION PAR DES CONTRATS ECONOMIQUES ADAPTES](../../AppData/Local/Packages/fun/AppData/Local/Temp/Temp2_andre-sillam15231.zip/andre-sillam/reguler-la-mondialisation-par-des-contrats-economiques-adapt.html)

1) Les pays occidentaux ont critiqué à juste titre, il y a une dizaine d'années (à la fin des années 1990), encore, les pays, notamment, asiatiques dont des entreprises faisaient travailler les employés :

**- sans législation sociale développée,**

**- à bas coût de main d'oeuvre.**

2) Il était question d'imposer des contraintes des conditions de vie au travail décentes dans les pays en voie de développement par le biais d'Organismes tels l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou d'Etablissements de financement, dans un double but :

**- remonter le niveau de protection sociale et de salaires des travailleurs de ces pays** (ce qui aurait renchéri les prix),

**- éviter une concurrence sauvage au niveau des prix, un "dumping social" et un nivellement par le bas des conditions de travail des employés des pays développés.**

3) Une dizaine d'années plus tard, **la mondialisation des échanges (facilitée par la containerisation et l'informatisation) ont fait s'estomper les critiques qui étaient émises au nom de grands principes.**

Les pays développés ont accepté d'acheter sans conditions à **"l'atelier du monde"** des biens de consommation, à des prix défiants toute concurrence, au nom d'un gain immédiat, d'où le développement de villes dont Shanghai est le modèle (avec un grand port, destiné aux porte-containers, qui s’étend sur une île voisine).

4) Si **les consommateurs des pays développés sont bénéficiaires de prix cassés :**

- les travailleurs des pays en voie de développement paient la facture **en termes sociaux** : accidents du travail, suicides, conditions de travail déplorables (dans les mines de charbon, en particulier), pollution, et,

- tandis que les employés des pays développés paient la facture **en termes économiques** : chômage, délocalisations....

 5) **Un aspect positif de la mondialisation dans le domaine de l'information**, c'est le fait que des travailleurs de pays en voie de développement (notamment, en Chine) sont en train de lutter pour améliorer leurs conditions de travail, leur niveau de protection sociale et le niveau de salaires.

 6) Le rôle des pays développés est de concourir à des améliorations à caractère social dans les pays en voie de développement, en particulier **lors de la passation de contrats économiques (environnement, qualité, développement durable, niveau d'accidents du travail...),** comme pour les contrats passés au sein des pays développés.